

Les derniers sondages effectués par Tamedia et la SSR mettent en lumière un effritement du camp du oui. M

UNE FIN DE CAMPAGNE



L'enjeu de la votation est la «transformation du système énergétique suisse», prévient le directeur de l'Office fédéral de l'énergie, Benoît Revaz. Keystone



« KESSAVA PACKIRY »

Loi sur l'énergie » A une dizaine de jours du vote, le oui à la révision de la loi sur l'énergie l'emporterait, avec 53% à 56% des votants. Mais les opposants au projet gagnent quelques points. C'est ce qui ressort des derniers sondages publiés hier par Tamedia d'un côté, et la SSR de l'autre.

Près de 11 500 personnes de toute la Suisse ont participé au sondage mené par le groupe de médias suisse Tamedia. Et 53% d'entre eux se disent en faveur, ou plutôt en faveur, du projet de loi. Par rapport au dernier sondage effectué en avril, on observe une baisse de 2 points, indique Tamedia dans un communiqué.

Le soutien au projet semble reculer parmi les électeurs du centre. Au sein du PDC, 65% voteraient oui, contre 72% en avril. La tendance est similaire au sein du PBD. «Avec 82%, c'est au sein de l'UDC que la loi suscite le plus d'opposition», relève Tamedia. Ce qui n'est guère une surprise puisque le parti est à l'origine du référendum. Une majorité de l'électorat PLR est également contre la loi. Dans le

«LES OPPOSANTS ESSAIENT DE FAIRE PEUR AUX GENS»

Le chef de l'Office fédéral de l'énergie Benoît Revaz estime que la Suisse n'a pas besoin d'autarcie énergétique. Entretien.

Est-ce que la Stratégie énergétique nous condamne à grelotter sous la douche comme l'illustre l'affiche des adversaires du projet?

Benoît Revaz: Certainement pas (*rire...*)! On essaie de faire peur à la population, mais si l'on regarde le contenu de la loi sur l'énergie, on s'aperçoit vite que les arguments des opposants ne sont pas sérieux. La Stratégie énergétique repose sur trois piliers: augmenter l'efficacité énergétique (ce qui contribuera à réduire la consommation), développer les énergies renouvelables indigènes et formaliser la sortie du nucléaire.

Par ailleurs, la Suisse n'est pas une île et nous allons continuer à échanger de l'électricité avec les pays voisins tout en mettant en œuvre une nouvelle approche. Nous nous dirigeons vers une production d'énergie plus décentralisée, et surtout vers une combinaison plus fine de la production avec la consommation, ce qui entraînera une réduction de la charge sur l'ensemble du système.

Il faudra des mesures supplémentaires pour atteindre en 2035 l'objectif d'une réduction de 43% de la consommation d'énergie par

rapport à l'an 2000. Au final, cela pourrait-il coûter davantage que la moyenne annoncée de 40 francs supplémentaires par année et par ménage?

Pas forcément. Durant le XX^e siècle, la courbe de progression de la consommation d'énergie a systématiquement collé à celle du Produit intérieur brut, mais c'est en train de changer. Grâce aux mesures déjà prises, on constate depuis une dizaine d'années un découplage de ces deux courbes. Il devrait s'accroître du fait de l'utilisation de véhicules plus efficaces et de l'assainissement des bâtiments.

Il faut cependant savoir que les coûts de l'énergie reposent aussi sur des facteurs externes. Les consommateurs suisses dépensent entre 25 et 30 milliards par année pour leurs factures d'énergie, dont 15 milliards pour les carburants, le mazout et le gaz. Ces 15 milliards sont extrêmement exposés aux variations des cours du pétrole. Une augmentation de dix dollars du baril de pétrole entraîne un coût supplémentaire de 800 millions de francs pour les consommateurs. Il est donc utile d'encourager certains investissements comme la rénovation des bâtiments pour diminuer la consommation.

L'exemple allemand n'incite-t-il pas à la prudence? A force de subventions, l'Allemagne

a déséquilibré le marché européen de l'électricité...

La Suisse a choisi une démarche moins rapide. Le parlement a plafonné à 0,8 centime par kWh la hausse du supplément perçu sur le prix de l'électricité en faveur des énergies renouvelables. Il a aussi limité dans le temps l'octroi des subventions. Cela nous permettra de faire progresser la part du renouvelable à un rythme que certains jugent trop lent, mais du moins sans risquer de déséquilibrer le marché en surdéveloppant certaines filières.

«Des facteurs externes jouent aussi sur les coûts» Benoît Revaz

Les producteurs d'énergie hydraulique pourraient bénéficier de subventions dans la durée. Il est déjà prévu de les soutenir au-delà de l'aide octroyée dans le cadre de la Stratégie énergétique...

Ils sont exposés à un marché européen dans lequel le coût de l'énergie fossile et du CO₂ est trop bas et la production d'électricité trop importante, également à cause de certains programmes nationaux de subventions. Les producteurs d'hydroélectricité qui ne peuvent pas répercuter leurs coûts sur des clients

captifs sont en difficulté. Le parlement a pris des mesures transitoires pour les aider à surmonter cette mauvaise passe, mais nous travaillons effectivement sur d'autres mesures. Il s'agira de définir des mécanismes de marché donnant les bonnes impulsions en matière d'investissement.

L'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin est intervenu dans ce débat. Selon lui, le soutien à la grande hydraulique ne se justifie pas car les propriétaires des barrages auraient dû profiter des années de vaches grasses pour faire des réserves...

On ne peut pas faire de généralités car la situation diffère d'un producteur à l'autre. Cela dépend de la période où les investissements ont été faits. Les producteurs qui demandent une contribution devront justifier leur requête.

Les adversaires de la Stratégie énergétique s'en prennent aussi à l'énergie éolienne. Pourquoi n'avoir pas concentré les moyens sur le photovoltaïque qui présente un plus grand potentiel?

L'enjeu est la transformation du système énergétique suisse. Et pour cela, il faut combiner les profils de production des différentes sources d'énergie. L'éolien a un rôle intéressant à jouer dans la mesure où il produit aussi en

hiver alors que le photovoltaïque produit surtout l'été. L'apport de la biomasse et de la géothermie n'est pas non plus négligeable.

En ce qui concerne le solaire, quelque 35 000 projets sont sur liste d'attente pour bénéficier de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC). Il y aura peu d'étus, même si le peuple dit oui à la Stratégie énergétique. Certains vont se sentir floués...

Le parlement a décidé d'un plafond de dépenses et d'une limitation dans le temps qui ne permettront effectivement pas de répondre à toutes les demandes. Par contre, les personnes sur liste d'attente pourront demander à la place de la RPC une contribution unique. Compte tenu de la réduction des coûts de la technologie solaire, cela permettra de nombreux projets d'entrer dans un seuil de rentabilité.

Les énergies renouvelables doivent compenser la sortie progressive du nucléaire, mais cela ne suffira pas. Faudra-t-il construire des centrales à gaz?

Les deux plus grosses centrales nucléaires suisses vont encore produire pendant de nombreuses années. Cela facilitera la transition. Je ne pense pas que nous aurons besoin de centrales à gaz car la Suisse n'a pas un problème de puissance, mais de quantité d'énergie pendant une partie de

l'hiver. Construire une centrale à gaz pour quelques centaines d'heures de production par année ne représente aucun intérêt.

Par contre, la Suisse va continuer à importer du nucléaire français en hiver?

Cela va dans les deux sens. Voyez l'hiver dernier. Pendant la période où les prix étaient les plus élevés à cause de la mise à l'arrêt de nombreuses centrales nucléaires françaises, la Suisse importait certes du courant mais elle exportait aussi de l'énergie hydraulique. Les échanges vont continuer car un objectif d'autarcie en termes de production d'électricité conduirait à des surinvestissements considérables.

Selon les sondages, le projet passe mieux en Suisse romande qu'en Suisse alémanique...

D'une façon générale, il y a une plus grande sensibilité aux interventions étatiques en Suisse alémanique. Mais la situation est paradoxale au regard de la politique de nos grands voisins. L'Allemagne mise sur la transition énergétique et la sortie du nucléaire alors que la France continue à compter sur son parc nucléaire. Or les tendances constatées en Suisse dans les régions linguistiques correspondantes sont inversées. »

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIANE IMSAND

mais les sondés resteraient majoritairement favorables à la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

camp des solides partisans, on trouve les adeptes du PS, des Verts et des Vert'libéraux.

Selon Tamedia, on observe toujours un contraste entre les régions linguistiques. En Suisse latine, le soutien au projet est toujours beaucoup plus important qu'en Suisse alémanique, «où seuls 2 points séparent les deux camps: 50 en faveur du oui, 48 en faveur du non».

En recul de cinq points

Côté SSR, les chiffres sont quelque peu différents, mais la tendance demeure identique. Lors de son premier sondage, 61% se disaient pour le projet. Ils ne sont plus que 56%. Le oui recule ainsi de 5 points, précise la RTS.

En votation populaire le 21 mai, la Stratégie énergétique 2050, pour rappel, a rallié la majorité du parlement et une bonne partie de l'économie. Le mammoth législatif concocté dans les cuisines de Doris Leuthard s'articule autour de trois grands axes: sortie progressive du nucléaire, développement des énergies renouvelables, et accroissement de l'efficacité énergétique, ceci afin de réduire la consommation.

L'UDC mène la danse chez les opposants. Entretien avec sa figure de proue, Christoph Blocher. Et avec le chef de l'Office fédéral de l'énergie, Benoît Revaz, pour qui la campagne est l'occasion de rectifier certaines contrevérités. »



«L'UDC reste le parti de l'économie», souligne Christoph Blocher, dont la position sur l'énergie va à l'encontre de celle des milieux économiques. Keystone

«IL NE FAUT PAS IMITER LES BÊTISES DES AUTRES»

L'UDC mène la danse chez les opposants. Entretien avec son mentor, l'ex-conseiller fédéral et ancien conseiller national, le Zurichois Christoph Blocher.

Pourquoi l'UDC s'aventure-t-elle sur un terrain – l'énergie – qui n'est pas sa spécialité?

Christoph Blocher: Au contraire: l'énergie constitue un des thèmes de prédilection de l'UDC. Elle figure dans nos programmes depuis des décennies: nous prônons un approvisionnement de qualité, suffisant en quantité, et à bon prix. La Stratégie énergétique 2050 pose un gros problème: elle permettrait à l'Etat de planifier l'économie et de la diriger, en imposant notamment une baisse de la consommation d'énergie de 43% en 2035. Un but complètement illusoire.

Concernant la baisse de la consommation, on parle de «valeurs indicatives», pas d'objectifs contraignants...

Bah bah bah...! Il aurait alors fallu écrire «environ» devant les buts chiffrés. Ce n'est pas le cas! Et la loi exige que le Conseil fédéral propose des mesures supplémentaires si les buts ne sont pas atteints.

Vous fustigez les subventions, mais le système de soutien de la RPC (rétribution à prix coûtant)

est limité dans le temps, jusqu'en 2022...

C'est une astuce. Avez-vous déjà vu l'Etat renoncer à une taxe ou à une subvention? Par expérience, je peux vous dire que je n'y crois pas du tout. Vous pouvez le constater par exemple avec la TVA. La hausse temporaire en faveur de l'assurance-invalidité est maintenue pour les transports publics et l'AVS... (Il hausse la voix) La RPC ne s'arrêtera jamais!

L'Allemagne subventionne massivement son énergie. Vu que le marché ne fonctionne pas en vase clos, la Suisse n'est-elle pas obligée de suivre?

(Il sourit) Pourquoi? Pourquoi imiter les bêtises des autres? Il faut au contraire chercher à faire mieux. En plus, en Allemagne, les consommateurs – les citoyennes et citoyens ainsi que les petites et moyennes entreprises – paient les prix les plus élevés d'Europe. Ce n'est vraiment pas un modèle à suivre.

Vous rejetez les aides d'Etat, mais vous avez quand même appelé plusieurs fois à soutenir les centrales nucléaires...

Là, vous vous contentez d'extraire quelques mots de certaines interviews que j'ai données. Non, j'ai toujours dit: en principe, il faut renoncer à toutes les subventions, c'est à la concurrence de

jouer. Par contre, si vous versez de l'argent à certaines technologies, comme aujourd'hui aux sources renouvelables, il faut être équitable et aider tout le monde, sinon c'est une distorsion de la concurrence!

«L'Allemagne n'est vraiment pas un modèle à suivre»

Christoph Blocher

Vous dénoncez l'interdiction de la technologie nucléaire induite par la Stratégie énergétique 2050. Pourtant, cette technologie n'est pas proscrite en soi...

Personne ne va construire une centrale avec la technologie actuelle. Mais, si toute construction de nouvelle centrale est interdite, (comme l'exige la Stratégie énergétique 2050, ndlr), plus personne ne sera intéressé à faire de la recherche scientifique en vue de trouver des formes propres d'énergie atomique. Pourtant, le Danemark en fait, pour ne citer qu'un pays. En outre, les alternatives au nucléaire ne tiennent pas la route. Les énergies issues du vent et du soleil ne procurent aucune sécurité, car elles dépendent de la météo et on ne sait pas comment

les stocker. Faudra-t-il en venir au gaz? Cela émettrait encore plus de CO₂. Non, cette stratégie est inappropriée.

Vous affirmez que le deuxième volet de la Stratégie énergétique introduira de nouvelles taxes, susceptibles de gonfler la facture des ménages. Or, le parlement est bien parti pour enterrer cette partie du projet...

Ce n'est qu'une manœuvre politique, rien d'autre! Nos adversaires attendent juste que la votation soit passée. La Stratégie énergétique prescrit des investissements énormes et une réduction de la consommation d'énergie. On ne peut y arriver qu'en taxant l'essence ou le mazout. Qui paiera la note? Les petits consommateurs et les petites entreprises. Un ménage de quatre personnes devra déboursier 3200 francs supplémentaires par année.

La consommation d'énergie par personne a déjà baissé de 15% depuis 2000. Cela ne démontre-t-il pas que les valeurs indicatives arrêtées par le parlement sont réalistes?

Justement: la consommation a reculé, et elle l'a fait sans loi, ni dirigisme de l'Etat. Si nous avons atteint ce résultat sans légiférer, pourquoi ne pas poursuivre de la sorte? Prenez l'exemple de notre entreprise familiale EMS Che-

mie: nous avons diminué les émissions de CO₂ de 90% en changeant la source d'énergie, en utilisant la chaleur des déchets... (Il hausse la voix) Mais nous l'avons fait sans injonction de l'Etat!

Une partie de votre base, les paysans, sont clairement pour la Stratégie énergétique 2050. Se trompent-ils?

L'Union suisse des paysans ne peut pas vraiment s'opposer au Conseil fédéral et à la majorité du parlement. Ils ont besoin des aides fédérales (Il frotte son pouce contre son index)... Mais chez nous, il y a plusieurs paysans qui luttent en première ligne contre la Stratégie énergétique.

L'Union suisse des arts et métiers (Usam, faitière des PME) aussi est pour. Là encore, il s'agit d'une organisation importante de votre base...

C'est à nouveau le même cas de figure. Certains milieux, de la construction par exemple, ont beaucoup à gagner dans cette Stratégie énergétique, avec les déductions fiscales prévues pour l'assainissement des bâtiments. Il n'empêche que de nombreuses sections cantonales de l'Usam sont contre la Stratégie énergétique!

Economiesuisse et l'Union patronale suisse ne vous soutiennent

pas durant cette campagne, laissant la liberté de vote. L'UDC ne serait-elle plus en phase avec les milieux économiques?

L'UDC reste le parti de l'économie et je suis moi-même un entrepreneur par excellence. Et il y a des associations importantes qui sont dans notre camp comme Swissmem (industrie des machines), Scienceindustries (chimie et pharma), etc.

N'y aurait-il pas une autre raison? La votation du 9 février 2014 n'aurait-elle pas provoqué une rupture entre votre parti, l'UDC, et l'économie?

Oh, j'ai eu plusieurs ruptures avec economiesuisse durant ma vie. Rappelez-vous le vote sur l'Espace économique européen (EEE) en 1992: j'avais toute l'économie contre moi! Aujourd'hui beaucoup de dirigeants d'entreprise ne voient pas plus loin que le court terme.

La libre circulation des personnes avec l'Union européenne l'illustre bien: les employeurs en tirent profit pour recruter de la main-d'œuvre à bon marché. Dès que les salariés prennent de l'âge, ils deviennent plus chers: les risques de maladie augmentent, les revenus aussi. Les employeurs profitent donc de la libre circulation de personnes pour engager des jeunes étrangers. »

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE BOEGLIN